



Original : anglais

UPAP/CAT/CET/01/2023 - Doc N°10

COMMISSION EXPLOITATION ET TECHNOLOGIES
24 et 28 août 2023, Arusha, Tanzanie

RAPPORT D'ACTIVITES DE LA TASK FORCE UPAP/AFRAA

1. Sujet: Rapport d'activités de la Task Force UPAP-AFRAA	Références/Paragrophes Réunion de la Task Force UPAP/AFRAA
2. Décisions attendues <ul style="list-style-type: none">• Prendre note du rapport ;• Fournir des orientations le cas échéant	

1.0. INTRODUCTION

La Task Force UPAP-AFRAA a été créée pour traiter des questions de transport du courrier sur le continent africain. Lors de ses travaux, la Taskforce synchronise ses activités avec celles du Groupe Transport de l'Union postale universelle qui examine les questions relatives à tous les modes de transport du courrier, y compris le transport aérien et ferroviaire. Le Groupe Transports de l'UPU atteint ses objectifs en travaillant en collaboration directe avec l'Association du transport aérien international (IATA), par l'intermédiaire du Comité de contact IATA-UPU. Les experts du domaine du Transport de l'UPU et de l'IATA partagent les derniers développements concernant le transport postal lors d'ateliers/webinaires organisés dans différentes régions du monde pour aider les opérateurs désignés (OD) à échanger des informations par le biais de messages électroniques, à améliorer les performances en matière de transport et à répondre à toutes les exigences légales et réglementaires.

Compte tenu de la relation UPU-IATA, au niveau continental en Afrique, l'UPAP travaille en étroite collaboration avec l'Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA).

Le groupe de travail UPAP-AFRAA a été créé par la Commission Exploitation et Technologies lors de sa réunion inaugurale tenue du 15 au 17 février 2022 à Abuja au Nigeria pour traiter des problèmes de transport du courrier en Afrique. Le groupe de travail est composé de représentants des postes des cinq (5) sous-régions d'Afrique ainsi que de représentants de l'Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA).

A cet égard, les représentants de la Poste sont le Cameroun, le Kenya, le Nigeria, l'Afrique du Sud et la Tunisie.

2.0. BUREAU DE LA TASK FORCE

Le Bureau de la Task Force a été constitué comme suit :

Président :	Kenya
1^{er} Vice-président :	Afrique du Sud
2^{ème} Vice-président :	Cameroun
Secrétariat :	Secrétariat général de l'UPAP

2.1. Participation

2.1.1. États membres présents :

Quarante-sept (47) participants originaires des États membres suivants de l'UPAP ont assisté à la réunion de la Task Force. Il s'agit de l'Algérie, l'Angola, le Cameroun, la République du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Kenya, le Malawi, la Tanzanie, la Tunisie et l'Ouganda.

2.1.2. Autres participants

La Secrétaire générale adjointe de l'UPAP, Mme Jessica Hope Ssengooba, était présente à la tête de l'équipe du Secrétariat général tandis que l'Association des opérateurs postaux d'Afrique australe (SAPOA) a assisté à la réunion en tant qu'observateur.

3.0. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le Secrétariat général a présenté le projet d'ordre du jour qui a été adopté tel que présenté. L'adoption a été proposée par le Kenya et appuyée par la Tanzanie.

4.0. RECAPITULATIF DES TERMES DE REFERENCE (TORS)

Le mandat tel qu'approuvé par la commission Exploitation et Technologies a été présenté à la Task Force pour qu'elle en prenne note et s'en inspire pour l'orientation de ses travaux. Il a été proposé que l'UPAP et

l'AFRAA collaborent également avec des organisations sous-régionales de l'industrie postale et aérienne (le cas échéant) pour relever les difficultés liées au transport du courrier.

5.0. PLAN D'ACTION POUR LA PERIODE 2022-2025

Le plan d'action de la Task Force pour la période 2022-2025 a été présenté et il a été noté que le groupe de travail rend compte au Groupe de travail sur la chaîne logistique (GCL) par le biais de la commission Exploitation et Technologies (CET) dont le plan d'action consolidé a été approuvé par la 40^{ème} session ordinaire du Conseil d'administration tenue en juillet 2022, à Kinshasa, République démocratique du Congo (RDC). Ainsi, il est prévu que les activités relevant des questions de transport soient mises en œuvre par le biais de la Task Force. Il a été proposé que les organisations postales sous-régionales soient invitées à assister aux réunions de l'AFRAA aux côtés du Secrétariat général de l'UPAP.

6.0. ACTIVITES DE LA CHAINE LOGISTIQUE : TRANSPORT

6.1. Accords de niveau de service entre OD et compagnies aériennes

Il est évident que les opérateurs désignés signent des accords de niveau de service (SLA) avec les compagnies aériennes détaillant les obligations et les conditions que les deux parties doivent respecter dans l'acheminement du courrier. L'UPU, en collaboration avec l'IATA, a élaboré un accord-cadre de service postal pour guider les compagnies aériennes et les OD dans la formalisation de leurs relations commerciales : lignes directrices pour l'utilisation de l'accord-cadre de services postaux entre une compagnie aérienne et un opérateur postal désigné (2022).

La réunion a convenu que l'UPAP et l'AFRAA doivent veiller à ce que l'accord-cadre ainsi que les tarifs convenus au niveau du comité de contact UPU/IATA soient applicables et mis en œuvre par les compagnies aériennes africaines.

Il a également été observé qu'il existe une mauvaise relation entre la poste et les autorités douanières, principalement en raison de l'absence d'organismes douaniers sous-régionaux. Le Secrétariat général a assuré la réunion que la question sera transmise au Comité technique spécialisé (CTS) des ministres en charge de la poste et des TIC pour s'assurer que des lignes hiérarchiques appropriées sont établies au niveau sous-régional ainsi qu'au niveau continental.

6.2. Echange de messages EDI avec les compagnies aériennes

La Convention de l'UPU et ses règlements exigent que les postes échangent des informations par voie électronique avec les partenaires de la chaîne d'approvisionnement. Les informations sur le bordereau de livraison pour les envois postaux doivent être fournies au bureau d'échange de destination ainsi qu'aux autres partenaires impliqués dans le transport des envois, de préférence par voie électronique en utilisant les messages standard de l'UPU PRECON et CARDIT. En réponse, le service de transport est tenu de saisir

électroniquement la réception du courrier et d'envoyer les données dans un message d'événement normalisé RESDIT « reçu » pour confirmer la réception de chaque réceptacle de l'envoi.

6.3. Paiement des frais de transport par les DO

Le règlement des droits de transport aérien dans les délais est essentiel pour maintenir des relations cordiales entre les compagnies aériennes et les DO. Prendre trop de temps pour payer les cotisations aux compagnies aériennes peut entraîner des embargos postaux. Le courrier peut donc subir des retards d'acheminement aérien, des risques de vol, de chapardage, d'avarie ou de salissure impactant la sécurité et la qualité du service. Le Secrétariat général a exhorté les DO à régler leurs cotisations avec les compagnies aériennes pour s'assurer qu'elles entretiennent de bonnes relations.

6.4. Rapport de la réunion de la Task Force sur le fret de l'AFRAA au quatrième trimestre

Dans le cadre du protocole d'accord de l'UPAP/AFRAA qui a été signé en février 2019, les deux organisations collaborent sur un certain nombre de questions relatives à l'acheminement du courrier postal par les compagnies aériennes africaines, notamment la participation et la participation aux réunions pertinentes de l'autre organisées par l'UPAP ou le Secrétariat général de l'AFRAA, respectivement.

Au sein des structures de gouvernance de l'AFRAA, les questions d'acheminement du courrier relèvent de l'Air Cargo Task Force. Conformément à l'esprit du protocole d'accord, le Secrétariat de l'UPAP est invité à assister aux réunions de la Task Force sur le fret de l'AFRAA qui se tiennent généralement tous les deux ans.

Le Secrétariat général de l'UPAP a participé à la dernière réunion de l'AFRAA Cargo Task Force qui s'est tenue virtuellement le 6 octobre 2022. Au cours de la réunion, le Secrétariat général de l'UPAP a fait une présentation sur l'échange d'informations électroniques entre les opérateurs postaux désignés et les compagnies aériennes pour éclairer le Secrétariat de l'AFRAA et les représentants des compagnies aériennes sur la nécessité d'échanger des informations électroniques sous forme de messages CARDIT et RESDIT pour améliorer la visibilité du courrier, respecter les règlements de la Convention de l'UPU, ainsi que les réglementations de sécurité de certaines régions du monde.

Le Groupe de travail a demandé au Secrétariat général de l'UPAP d'assurer la liaison avec l'AFRAA pour recueillir des informations sur le statut des compagnies aériennes africaines en termes d'échange d'EAD et d'adhésion à l'IATA afin de s'assurer qu'elles se conforment aux décisions prises au niveau mondial.

7.0. RECOMMANDATIONS/PISTES D'ACTION

Les recommandations suivantes sont ressorties de la réunion et ont été soumises à la Task Force sur la chaîne d'approvisionnement :

- i) Les opérateurs désignés doivent conclure des accords formels avec les compagnies aériennes en utilisant l'accord-cadre UPU/IATA et ses directives ;
- ii) Les opérateurs désignés devraient échanger des informations électroniques avec les compagnies aériennes pour assurer la visibilité du courrier et l'échange d'informations sans papier (transport sans papier) ;
- iii) Les DO doivent s'assurer qu'ils règlent les frais de transport du courrier avec les compagnies aériennes afin de maintenir un transport efficace du courrier et des relations cordiales ;
- iv) L'AFRAA devrait faciliter l'échange de données électroniques préalables (EAD) avec les compagnies aériennes africaines pour assurer la visibilité du courrier dans la chaîne d'approvisionnement ainsi que le respect des règlements de l'UPU ;
- v) L'UPAP et l'AFRAA doivent remplir les conditions du protocole d'accord et continuer à collaborer pour assurer un acheminement efficace du courrier africain.

8.0. CLOTURE

Le Secrétaire général adjoint de l'UPAP a remercié chacun pour sa présence à la réunion et sa participation active au cours de son déroulement.

Le Président du Kenya a remercié le Secrétariat général pour la coordination et la tenue réussies de la réunion. Il a également remercié tous les membres pour les délibérations fructueuses et a déclaré la réunion close à 11 heures GMT.